

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE
DE DETAIL ALIMENTAIRE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 3 JUILLET 2001

FIXANT, POUR 2001, LE MODE DE FINANCEMENT, LES BENEFICIAIRES, LE MONTANT ET LES MODALITES D'OCTROI ET DE LIQUIDATION DE LA RISTOURNE SUR LA COTISATION SYNDICALE ET DE LA FORMATION SYNDICALE DANS LE CADRE DU FONDS SOCIAL DES MAGASINS D'ALIMENTATION A SUCCURSALES MULTIPLES

(Arrêté royal du - Moniteur belge du

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NB	
04-07-2001	10/8/2001	N°	58519 C/202

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Art.1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire, à l'exclusion des employeurs et des employés qui relèvent de la compétence de la Sous-commission paritaire pour les moyennes entreprises d'alimentation.

CHAPITRE II - AVANTAGES SOCIAUX

SECTION I - RISTOURNE SUR LA COTISATION SYNDICALE

A. Nature de l'avantage

Art.2 - Les employés occupés par un des employeurs visés à l'article 5, a, des statuts du Fonds social des magasins d'alimentation à succursales multiples, institué par la convention collective de travail du 14 juillet 1976, conclue au sein de la Commission Paritaire des magasins d'alimentation à succursales multiples, instituant un Fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, ont droit à une ristourne de cotisation syndicale à charge du Fonds social précité, dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

B. Montant

Art.3 - Le montant de la ristourne est fixé comme suit

a) **4.000 F (99,15 euro)** par an pour les employés occupés à **temps plein** (cotisation syndicale normale) qui sont en règle de paiement de leur cotisation à la date du paiement de la ristourne;

b) **2.000 F (49,57 euro)** par an pour les employés occupés à **temps partiel** (cotisation syndicale réduite) qui sont en règle de paiement de leur cotisation à la date du paiement de la ristourne.

C. Conditions d'octroi

Art.4 - Pour bénéficier de la ristourne, les employés visés à l'article 2 doivent remplir les conditions suivantes

1) être affiliés depuis une date antérieure au 1er janvier 2001 à l'une des organisations représentatives interprofessionnelles d'employés fédérées sur le plan national et représentées à la Commission paritaire, à savoir :

le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (Setca);
la Centrale Nationale des Employés (CNE);
la "Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel"(LBC-NVK);
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (CGSLB).

2) soit être occupés à la date du 15 juin 2001, par une des entreprises visées à l'article 2 ou, le cas échéant, être à cette date couverts par le régime des journées assimilées prévu aux articles 16 et 18 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés,

3) soit avoir été mis en prépension selon le régime prévu par la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du travail, instituant un régime d'indemnités complémentaires pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, et ne pas avoir atteint l'âge de la pension légale.

D. Modalités de paiement

Art.5 - Le Fonds Social verse à chaque organisation syndicale représentative interprofessionnelle d'employés les sommes nécessaires pour assurer le paiement des ristournes.

Art.6 - Les employeurs des entreprises visées à l'article 2 remettent, lors de la paie de la fin du mois de mai, à chaque employé occupé dans leur entreprise ainsi qu'à ceux qui sont couverts par le régime des journées assimilées défini à l'article 4, 2°, une formule dûment remplie dont le modèle est arrêté par le Conseil d'administration du Fonds social.

Les employés qui ont été mis en prépension visée à l'article 4, 2°, peuvent obtenir la formule auprès de l'entreprise pour autant qu'ils n'aient pas atteint l'âge de la pension légale.

Ces formules sont mises à la disposition des employeurs, d'office ou à leur demande, par l'administration du Fonds social, établie rue Saint-Bernard, 60 à 1060 Bruxelles.

Art.7 - Les employés répondant aux conditions d'octroi visées à l'article 4 remettent à l'organisation mentionnée à l'article 4, 1°, dont ils sont membres, en double exemplaire, la formule visée à l'article 5.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective du travailleur ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de la ristourne. Après avoir fait contrôler ses opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle d'employés visées à l'article 4, 1°, elle remet au bénéficiaire la somme à laquelle il a droit.

La vérification et le paiement ont lieu du 16 juin au 30 septembre de l'exercice en cours.

E. Modalités de contrôle

Avant le 15 novembre de l'exercice en cours, chacune des organisations visées à l'article 4, 1°, fournit au Fonds social un décompte reprenant le montant des sommes reçues, le nombre des formules signées par les bénéficiaires, ainsi que le montant de la valeur s'y rapportant.

Les organisations sont tenues de conserver le double des formules de remboursement qui peuvent être contrôlées par l'expert-comptable du Fonds Social.

SECTION II - FORMATION SYNDICALE

A. Nature de l'avantage

Les organisations représentatives interprofessionnelles d'employés définies à l'article 4, 1° ont droit à une participation financière à charge du Fonds social des magasins d'alimentation à succursales multiples dans les frais qu'elles supportent pour l'organisation de cours ou séminaires visant au perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des employés, tels qu'ils sont définis par la convention collective de travail relative à la formation syndicale, conclue au sein de la Commission paritaire des magasins d'alimentation à succursales multiples le 4 juillet 1989 et rendue obligatoire par arrêté royal du 22 novembre 1989.

B. Montant

Art.10 - La participation financière globale du Fonds social est égale à 2.875.000 F.
Cette somme est partagée entre les organisations représentatives interprofessionnelles d'employés définies à l'article 4, 1° au prorata du nombre de ristournes sur la cotisation syndicale que le Fonds social a payées pour chacune d'elles au cours de 1998.

C. Liquidation

- Art.11 -** Le versement de la participation financière aux organisations d'employés définies à l'article 4, 1° s'opère au cours de la seconde quinzaine du mois de septembre selon les modalités arrêtées par le Conseil d'administration du Fonds social.

CHAPITRE III - FINANCEMENT

A. Montant de la cotisation des employeurs

- Art.12 -** Pour permettre au Fonds social des magasins d'alimentation à succursales multiples de liquider les avantages définis au chapitre II de la présente convention collective de travail, la cotisation des employeurs qui doit être versée au Fonds social est fixée à **3.200 F** par employé occupé à la date du 30 septembre 2000.

Le cadre "statistiques" de la déclaration souscrite auprès de l'Office national de sécurité sociale pour le troisième trimestre 2000 fait foi pour le calcul de l'effectif occupé au 30 septembre 2000.

B. Perception des cotisations des employeurs

- Art.13 -** La perception de la cotisation des employeurs par le Fonds social, calculée conformément à l'article 11, s'opère dans le courant du mois de mai.

Les employeurs versent les sommes dues au plus tard le 31 mai au Fonds social.

CHAPITRE IV - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

- Art.14 -** La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2001 et s'achève le 31 décembre 2001.
-

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE
KLEINHANDEL IN VOEDINGSWAREN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 3 JULI 2001

**TER VASTLEGGING VOOR 2001 VAN DE MODALITEITEN VAN FINANCIERING, DE BEGUNSTIGDEN,
HET BEDRAG EN DE MODALITEITEN VAN TOEKENNING EN
AFREKENING VAN DE KORTING OP DE SYNDICALE BIJDRAGE EN VAN DE SYNDICALE VORMING
IN HET KADER VAN HET SOCIAAL FONDS VOOR DE LEVENSMIDDELENBEDRIJVEN MET TALRIJKE
BIJHUIZEN**

(Koninklijk besluit van - Belgisch Staatsblad van .)

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
04-07-2001 | 10/8/2001 | N°

58 5-19 | 60 | 202

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de bedienden die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren, met uitsluiting van de werkgevers en de bedienden die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven.

HOOFDSTUK II - SOCIALE VOORDELEN

AFDELING I - KORTING OP DE SYNDICALE BIJDRAGE

A.Aard van het voordeel

Art.2 De bedienden die zijn tewerkgesteld door een werkgever bedoeld in artikel 5, a, van de statuten van het Sociaal Fonds voor de Levensmiddelenbedrijven met Talrijke Bijhuizen, opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 juli 1976, gesloten in het Paritair Comité voor de Levensmiddelenbedrijven met Talrijke Bijhuizen, tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, hebben recht op een korting op de syndicale bijdrage ten laste van het Sociaal Fonds voor de Levensmiddelenbedrijven met Talrijke Bijhuizen, onder de voorwaarden vastgesteld bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

B.Bedrag

Art.3 - Het bedrag van de korting werd als volgt vastgesteld

- a) **4.000 F (99,15 euro)** per jaar voor bedienden die **voltijds** zijn tewerkgesteld (normale syndicale bijdrage) en hun bijdrage in de vereiste vormen betaald hebben op het ogenblik van de betaling van de korting;
- b) **2.000 F (49,57 euro)** per jaar voor bedienden die **deeltijds** zijn tewerkgesteld (beperkte syndicale bijdrage) en hun bijdrage in de vereiste vormen betaald hebben op het ogenblik van de betaling van de korting.

C.Toekenningsvoorwaarden

Om recht te hebben op de korting moeten de bedienden, bedoeld in artikel 2 aan de volgende voorwaarden voldoen :

1) sedert een datum vóór 1 januari 2001 aangesloten zijn bij één van de vertegenwoordigde interprofessionele bediendenorganisaties, welke op nationaal plan zijn verbonden en vertegenwoordigd in het paritair Comité, namelijk :

- de Bond der Bedienden, Technici en Kaderleden (BBTK)
- de "Centrale Nationale des Employés" (CNE)
- de Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal verbond voor Kaderpersoneel (LBC-NVK)
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB)

2) ofwel op 15 juni 2000 zijn tewerkgesteld in één van de in artikel 2 bedoelde ondernemingen, of eventueel, op deze datum zijn gedekt door het stelsel van de gelijkgestelde dagen voorzien in de artikelen 16 en 18 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders.

3) ofwel op brugpensioen gesteld zijn volgens het regime, voorzien door de collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regime voor aanvullende vergoedingen voor bepaalde oudere werknemers in geval zij zijn ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, en de wettelijke pensioenleeftijd niet bereikt hebben.

D. Betalingsmodaliteiten

Het Sociaal Fonds stort aan elke representatieve interprofessionele bediendenorganisatie de nodige bedragen om de betaling van de ristöorno's te verzekeren.

Art.6 - De werkgevers van de ondernemingen bedoeld in artikel 2, overhandigen bij gelegenheid van de betaling van het loon einde mei, aan elke in hun onderneming tewerkgestelde bediende alsook aan hen die gedekt zijn door het regime van de gelijkgestelde dagen, bepaald in artikel 4, 2°, een behoorlijk ingevuld formulier waarvan het model wordt opgemaakt door de Raad van bestuur van het Sociaal Fonds.

De bedienden die op brugpensioen werden gesteld, bedoeld in artikel 4, 2°, bekomen het formulier bij de onderneming, voor zover zij de wettelijke pensioenleeftijd niet bereikt hebben.

Deze formulieren worden ambtshalve of op hun verzoek ter beschikking gesteld van de werkgevers door het beheer van het Sociaal Fonds, gevestigd in de Sint-Bernardusstraat 60 te 1060 Brussel.

De bedienden die de in artikel 4 bedoelde toekenningsvoorwaarden vervullen bezorgen aan de in artikel 4, 1°, vermelde organisatie, waarvan zij lid zijn, het in artikel 5 bedoelde formulier in tweevoud.

Deze organisatie onderzoekt de effectieve aansluiting van de werknemer en of hij een recht kan doen gelden en berekent het bedrag van de korting. Na deze verrichtingen te hebben doen controleren door een andere vertegenwoordigende interprofessionele bediendenorganisatie bedoeld in artikel 4, 1°, geeft zij de begunstigde het bedrag waarop hij recht heeft.

De verificatie en de betaling gebeuren van 16 juni tot 30 september van het lopende dienstjaar.

E. Controlemodaliteiten

Art.8 - Vóór 15 november van het lopende dienstjaar, bezorgt iedere in artikel 4, 1°, bedoelde organisatie aan het Sociaal Fonds een afrekening met vermelding van het bedrag van de ontvangen sommen, het aantal door de begunstigten ondertekende formulieren en het bedrag dat ermee overeenstemt.

De organisaties zijn verplicht het dubbel van de terugbetalingsformulieren te bewaren, welke kunnen worden gecontroleerd door de expert-boekhouder van het Sociaal Fonds.

AFDELING II - SYNDICALE VORMING

A. Aard van het voordeel

Art.9 - De onder artikel 4, 1°, bepaalde representatieve interprofessionele bediendenorganisaties hebben recht op een financiële deelneming ten laste van het Sociaal Fonds voor de Levensmiddelenbedrijven met Talrijke Bijhuizen voor de onkosten die ze dragen bij de organisatie van cursussen of seminaries met het oog op de verbetering van de kennis van de bedienden op economisch, sociaal en technisch vlak, zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de syndicale vorming, gesloten in het Paritair comité voor de Levensmiddelenbedrijven met Talrijke Bijhuizen op 4 juli 1989 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 november 1989.

B. Bedrag

Art.10 - De globale financiële deelneming van het Sociaal Fonds is gelijk aan 2.875.000 F. Dit bedrag wordt over de onder artikel 4, 1°, bedoelde representatieve interprofessionele bediendenorganisaties verdeeld naar rato van het aantal kortingen op de syndicale bijdrage dat het Sociaal Fonds tijdens het jaar 1998 voor elk van hen heeft betaald.

C. Afrekening

Art.11 - De betaling van de financiële deelneming aan de bediendenorganisaties die vallen onder artikel 4, 1°, gebeurt gedurende de laatste twee weken van de maand september volgens de modaliteiten die vastgesteld zijn door de Raad van bestuur van het Sociaal Fonds.

HOOFDSTUK III - FINANCIERING

A. BEDRAG VAN DE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS

Art.12 - Om het Sociaal Fonds voor de Levensmiddelenbedrijven met Talrijke Bijhuizen de mogelijkheid te bieden de definitieve sociale voordelen af te rekenen overeenkomstig hoofdstuk II van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt de bijdrage die door de werkgever aan het Sociaal Fonds moet worden betaald, bepaald op 3.200 F per tewerkgestelde bediende op datum van 30 september 2000.

Het "statistiekraam" van de aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het derde kwartaal 2000 is een rechtsgeldig bewijs voor de berekening van het tewerkgestelde effectief op 30 september 2000.

B. INNING VAN DE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVERS

Art.13 - De inning van de bijdrage van de werkgevers door het Sociaal Fonds, berekend overeenkomstig artikel 11 gebeurt in de maand mei.

De werkgevers moeten de verschuldigde bedragen uiterlijk op 31 mei storten aan het Sociaal Fonds.

HOOFDSTUK IV - INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST

Art.14 - Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op januari 2001 en loopt ten einde op 31 december 2001.